

### PEROU : FICHE PAYS – JUILLET 2024

Catégorie OCDE (2023) : 3/7

Notes agences (SP / Moody's / Fitch) : BBB-/Baa1/BBB

Monnaie locale : Sol péruvien (PEN) / Régime de change : flottant



#### FORCES

- Ressources minières abondantes
- Faible endettement public et externe
- Réserves en devises confortables
- Système bancaire sain

#### FAIBLESSES

- Situation politique encore fragile
- Dépendance aux prix des matières premières (métaux en particulier)
- Infrastructures défailtantes
- Travail informel important

### SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : L'activité s'est contractée en 2023 (-0,6% après +2,7% en 2022), affectée par les troubles sociaux du premier trimestre et par les conditions climatiques difficiles. En 2024, une reprise de l'activité est cependant prévue (environ +2,5 %/+3,0 %). La consommation privée devrait continuer de bénéficier de la baisse de l'inflation, tandis que l'investissement pourrait être favorisé par des taux d'intérêts plus faibles, ainsi que par un contexte politique plus stable que l'an passé. Sur le front externe, l'activité minière bénéficierait des prix soutenus des métaux (cuivre en particulier), tandis que les meilleures conditions climatiques favoriseraient les exportations du secteur agricole et de la pêche en particulier.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public s'est creusé à -2,8% du PIB en 2023 (après -1,7% du PIB en 2022 et au-dessus de l'objectif fixé à -2,4% du PIB), tiré par la baisse des recettes dans un contexte de chute de l'activité. Pour 2024, le gouvernement prévoit une diminution du déficit à -2% du PIB, ainsi que des baisses supplémentaires de -0,5 pt d2 PIB sur les 2 prochaines exercices, ce qui porterait le déficit à -1% à l'horizon 2026. Ce processus de consolidation vise à réduire le ratio de dette/PIB afin de respecter le plafond limite de la dette fixé à 30%. La dette publique atteint 32,3% du PIB au T1 2024 et reste parmi les plus faibles de la région. Sa structure est par ailleurs favorable (85% de la dette est à taux fixe et de maturité moyenne supérieure à 11 ans). Sa part externe demeure relativement faible (15,7% du PIB au T1 2024) et dispose d'un accès encore aisé aux différentes sources de financement.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le solde courant a affiché un léger excédent de +0,6% du PIB en 2023, résultant de la baisse des importations dans un contexte de chute de la demande interne. Pour 2024, un retour du déficit est cependant prévu (autour de -1% du PIB), notamment tiré par le rebond de la demande. La dette externe reste modérée (autour de 41% du PIB) et le pays dispose de liquidités en devises satisfaisantes (réserves de change estimées à près de 28% du PIB) couvrant 68% de la dette externe du pays. Le sol péruvien a par ailleurs tendance à s'apprécier, favorisé par l'apaisement de l'agitation sociale, l'amélioration du solde courant et une politique monétaire encore restrictive.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire péruvien demeure solide, mais la rentabilité a eu tendance à diminuer en 2023 tirée par la hausse des prêts non performants (4,5% du portefeuille des prêts).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Depuis 2016, la situation politique au Pérou est marquée par l'absence de consensus entre l'exécutif et le parlement péruvien. Le pays a ainsi connu 6 présidents en l'espace de 5 ans. Un consensus semble avoir été trouvé entre le législatif et l'exécutif afin que le gouvernement puisse remplir son mandat jusqu'aux prochaines élections de 2026. Le Congrès demeure cependant très fragmenté et rend difficile le passage des réformes.
- **Climat des affaires** : L'environnement des affaires bénéficie d'un cadre macroéconomique plutôt stable ; l'insuffisance d'infrastructures, les troubles sociaux fréquents (autour des mines en particulier) peuvent en revanche nuire au bon déroulement de l'activité des entreprises.

Environnement et politique climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Pérou prévoit de réduire de 30% ses émissions de GES à l'horizon 2030 (par rapport à un scénario tendanciel où les émissions s'élèveraient à 298,3 MtCO2eq.), dont 10% sous réserve d'un financement international. Le pays compte notamment augmenter la part du renouvelable dans son mix électrique.

### STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Minerais (cuivre, zinc, fer..)	37,7%	Pétrole	14,4%	Chine	31,7%	Chine	26,7%
Or, argent	14,6%	machines, appareils méc.	12,9%	Etats-Unis d'Amérique	13,8%	Etats-Unis d'Amérique	20,6%
Fruits comestibles	8,3%	Machines, appareils élect.	8,8%	Canada	5,0%	Brésil	6,4%
Combustibles	6,9%	Voitures automobiles,	8,5%	République de Corée	4,7%	Argentine	4,7%
Cuivre affiné, fils, non affiné	5,3%	Matières plastiques	5,1%	France(22ème)	0,5%	France (23ème)	0,7%

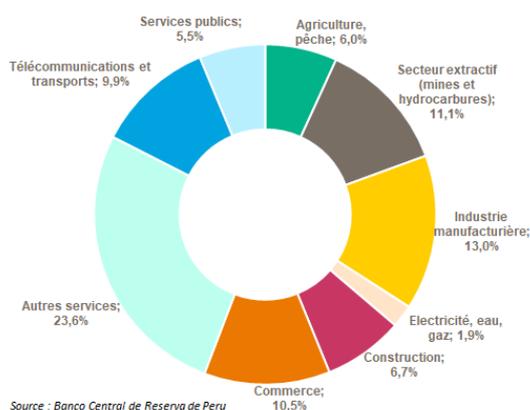
Source: Cnucep

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

PEROU	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	206	226	245	268	282	295
<i>Rang PIB mondiale</i>	52	52	50	51	52	50
Population (Mns)	32,6	33,0	33,4	33,7	34,1	34,4
<i>Rang Population mondiale</i>	43	42	42	43	43	42
PIB / habitant (USD)	4 277	6 320	6 848	7 336	7 933	8 291
Croissance PIB (%)	-10,9	13,4	2,7	-0,6	3,1 <sup>D</sup>	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	4,0	7,9	6,3	2,3	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	9,3	8,9	9,9	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dettes publiques (% PIB) <sup>F</sup>	34,5	35,8	33,9	32,9	33,0	33,3
Solde public (% PIB)	-9,0	-2,5	-1,7	-2,8	-2,0 <sup>E</sup>	-1,5 <sup>E</sup>
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	8,2	6,6	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	1,1%	-2,2%	-4,0%	0,6%	-1,1%	-1,4%
IDE (% du PIB)	-0,4%	2,5%	4,6%	2,9%	2,9%	2,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	24,8	18,4	14,5	15,9	16,1	16,6
Dettes extérieures totales (% PIB) <sup>G</sup>	44%	46%	43%	41%	38%	37%
Dettes extérieures CT (% PIB)	5,0%	4,5%	4,3%	NA	NA	NA
Taux de change***	3,6	4,0	3,8	3,7	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	15,6	15,0	14,5	16,3	NA	NA
Taux de NPL	4,1	3,9	4,1	4,5	NA	NA
ROE	3,1	12,1	16,5	13,0	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	115	132	136	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	76	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	105	100	98	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	94	90	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, sources: FMI (WEO, avril 2024), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics, \*\*\*T. Reuters  
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D: Prévission de la BCRP (juin 2024), E: Objectifs de déficit public fixés par le gouvernement, F: BCRP et WEO (avril 2024) pour les prévisions de 2024 et 2025, G: FMI (article IV n°24/133)

### Pérou : Ventilation sectoriel du PIB (2021)



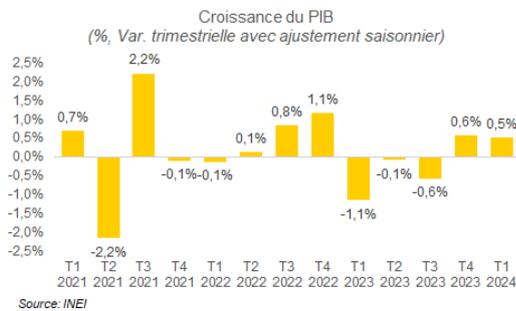


# 1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers une reprise de l'activité en 2024**

En 2023, l'activité a reculé (-0,6% après +2,7% en 2022), affectée par la baisse de l'investissement et de la consommation privée. Les troubles sociaux ont en effet paralysé une partie de l'activité du pays au S1 2023. Les intempéries (El Nino) ont par ailleurs affecté le secteur primaire (la pêche en particulier). Il s'agit de la 1<sup>ère</sup> contraction du PIB depuis 1998 (hormis la crise sanitaire de 2020).

Pour 2024, un rebond de l'activité est cependant prévu et compris entre +2,5% et +3,1%<sup>1</sup>. L'activité montre d'ores et déjà des signes encourageants avec une croissance de +1,4% en g.a au T1 2024 (+0,5% en t/t), tirée par la reprise des investissements et de la consommation des ménages, ainsi que par le dynamisme des exportations.



La consommation privée devrait continuer de bénéficier de la baisse de l'inflation, ainsi que de l'amélioration prévue du marché de l'emploi. L'investissement pourrait par ailleurs bénéficier des taux d'intérêts plus faibles, et d'un contexte politique relativement plus calme par rapport à l'an passé.

Sur le front externe, l'activité minière bénéficierait des prix soutenus des métaux (cuivre en particulier), tandis que les meilleures conditions climatiques favoriseraient le secteur agricole et de la pêche en particulier.

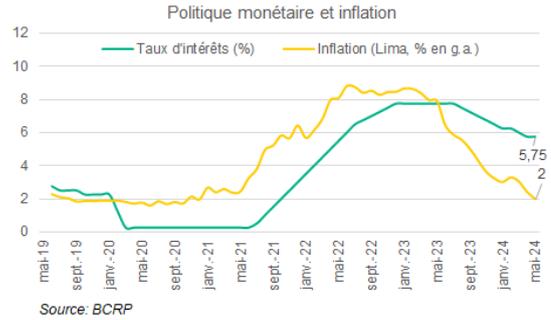
- **L'assouplissement monétaire se poursuit**

En mai 2024, la banque centrale péruvienne a réduit de 25 pdb son taux directeur de référence à 5,75%, en raison de la baisse régulière de l'inflation. L'inflation atteint en effet +2% en g.a. en mai 2024 (après +7,9% sur la même période l'an passé). La banque centrale prévoit une inflation en fin d'année de l'ordre de +2,2% pour 2024 et +2% en 2025<sup>2</sup>, soit un niveau conforme à la cible de 2% (+/- 1%).

Dans ce contexte, les marchés anticipent désormais 3 nouvelles réductions de 25 pdb chacune, ce qui porterait le taux directeur à 5% fin 2024.

<sup>1</sup> Prévisions de croissance à +2,5% (WEO, avril 2024) et de +3,1% (Banco Central de Reserva de Peru, en juin 2024).

<sup>2</sup> Source BCRP, juin 2024.



- **Dépendance au secteur primaire et infrastructures peu développées**

Le Pérou est parmi les premiers producteurs de métaux dans le monde : 2<sup>ème</sup> producteur de cuivre (après le Chili) et 3<sup>ème</sup> d'argent (après le Mexique et la Chine), mais aussi parmi les plus importants pour le zinc, l'étain et le plomb. Le secteur extractif (mines principalement) représente plus de la moitié des exportations du pays. L'industrie agroalimentaire et la pêche (1<sup>er</sup> producteur mondial de farine de poisson) constituent, avec le secteur extractif, l'essentiel des exportations du pays.

Les lacunes en matière d'infrastructures constituent un goulot d'étranglement pour la croissance et nuisent au développement d'autres activités. Les infrastructures de base (voies de communication, électricité, eau, santé et éducation) font encore défaut dans beaucoup de régions côtières, montagneuses ou amazoniennes. Le manque d'infrastructures pénalise également la scolarisation des élèves. Le taux de pauvreté est par ailleurs encore élevé<sup>3</sup>.

- **Un secteur bancaire bien capitalisé**

La capitalisation du secteur bancaire tend à se renforcer à la suite de la mise en application du décret législatif de janvier 2023, qui prévoit une adéquation des ratios des banques aux standards de Bâle 3. Le ratio fonds propres sur actifs pondérés des risques atteint ainsi 16,3% en 2023 (après 14,5% en décembre 2022) et le Tier-1 pondéré des risques est à 13,1% (contre 11% en 2022). La rentabilité du secteur a eu cependant tendance à diminuer en 2023. Le ROE atteint ainsi 13% (contre 16,5% en 2022) et le ROA 2,2% (après 2,5% précédemment). La rentabilité est notamment affectée par la hausse du taux de prêts non performants, qui a progressé à 4,5% du total des prêts fin 2023 (après 4,1% en 2022). Cette évolution résulte notamment de la moins bonne performance des prêts accordés aux PME, situées au nord du pays en particulier, dont l'activité avait été fortement affectée par le phénomène climatique du *El Nino*.

La dollarisation du secteur financier se réduit progressivement grâce aux mesures prises par la Banque Centrale. En 2023, le taux de dollarisation du crédit atteint ainsi 24% (contre 48% en 2013).

<sup>3</sup> Selon une étude de la Banque Mondiale (avril 2023) : 7 péruviens sur 10 seraient pauvres ou risqueraient de sombrer dans la pauvreté.



## 2. FINANCES PUBLIQUES

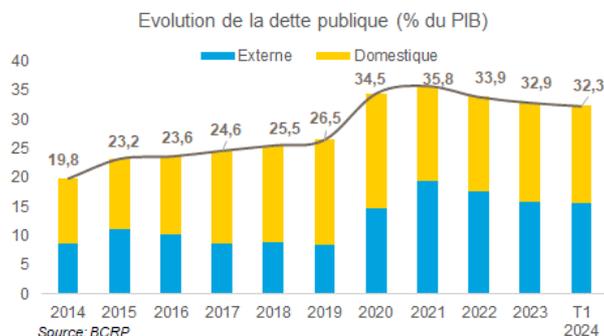
- Vers une réduction déficit en 2024

En 2023, le déficit public a atteint **-2,8% du PIB** (après -1,7% du PIB en 2022), soit un niveau un peu au-dessus de l'objectif fixé à **-2,4% du PIB**. Cette dégradation résulte d'une baisse des recettes (23,9% du PIB après 26,9% du PIB en 2022), en lien avec la chute de l'activité, plus marquée que la diminution des dépenses (25% du PIB après 27% du PIB en 2022).

Pour 2024, le budget approuvé en novembre 2023 prévoit une réduction du déficit à **-2,0% du PIB**. Le rebond prévu de l'activité devrait favoriser l'augmentation des recettes ce qui, conjugué au faible taux d'exécution des dépenses d'investissement contribuerait à la résorption partielle du déficit. A noter cependant que le FMI reste moins optimiste avec un déficit prévu à **-2,5% du PIB** cette année.

Selon les prévisions du gouvernement, le déficit devrait diminuer progressivement de **0,5% du PIB par an** sur les 2 prochaines années pour atteindre **-1% du PIB en 2026**. Ce processus de consolidation vise à réduire le ratio de dette/PIB afin de respecter le plafond limite de la dette fixé à 30%. Pour mémoire, le gouvernement avait dérogé aux règles budgétaires depuis la crise sanitaire, dépassant ainsi le plafond limite de dette publique, qui avait par ailleurs été revu exceptionnellement à la hausse à 38% du PIB.

- Une dette publique relativement faible



Le creusement du déficit pendant la crise Covid s'est traduit par une progression de la dette publique qui a atteint près de 35% du PIB (contre un peu moins de 27% du PIB en 2019). Le ratio dette/PIB tend cependant à diminuer progressivement. Il atteint ainsi 32,3% du PIB au T1 2024, selon les données de la Banque centrale (cf. graphique ci-dessus). La dette publique péruvienne reste ainsi parmi les plus faibles de la région avec celle du Chili.

La structure de la dette est par ailleurs favorable : près de 85% de la dette est contractée à taux fixe et sa maturité moyenne est supérieure à 11 ans. De plus, sa part externe demeure relativement faible (15,7% du PIB au T1 2024) et dispose d'un accès encore aisé aux différentes sources de financement, favorisé par son rating souverain « *investment grade* » auprès des agences de notation. [En 2024, l'agence S&P a](#)

[cependant dégradé la note souveraine du Pérou d'un cran à BBB- \(BBB auparavant\)](#). Le pays dispose par ailleurs de réserves de change confortables (28% du PIB), qui représentent presque 2 fois le montant de dette externe publique du pays.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- Des exportations dominées par les produits primaires, pas ou peu transformés

Les exportations péruviennes sont majoritairement constituées de métaux (cuivre, plomb, étain, argent...), mais aussi d'hydrocarbures, de produits agricoles et de la pêche. Le secteur extractif représente près de 60% des exportations totales du pays. Le Pérou est ainsi très dépendant des cours des matières premières et de la demande externe, chinoise en particulier (1<sup>er</sup> client du pays), mais aussi américaine (2<sup>ème</sup> client). Les besoins d'importations (biens d'équipements) sont notamment liés à la réalisation de projets dans le secteur extractif, mais aussi dans l'industrie.

- Un surplus courant en 2023 mais un retour du déficit prévu pour 2024

En 2023, le solde courant a affiché un léger excédent de **+0,6% du PIB** (après -4,0% du PIB en 2022), en raison de la baisse des importations dans un contexte de chute de la demande interne. Pour 2024, un retour du déficit est cependant prévu, autour de **-1% du PIB**. Sur les 4 premiers mois de l'année 2024, les exportations affichent d'ores et déjà une baisse (en valeur) de -2,3% par rapport à la même période en 2023, tandis que les importations sont en hausse de +2,7% sur cette même période, en lien avec la reprise de l'activité. Les prix encore soutenus des matières premières (cuivre en particulier), ainsi qu'une production agricole et piscicole prévue plus abondante pour cette année soutiendraient en revanche les exportations du pays.

- Un risque d'insolvabilité externe faible

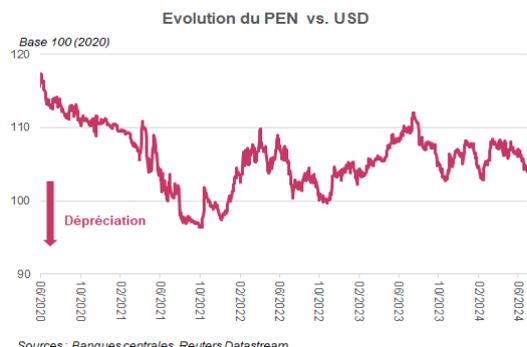
La dette externe péruvienne reste modérée, estimée à **40,6% du PIB fin 2023** (contre 43% en 2023 et 45,9% en 2021) mais au-dessus de la moyenne d'avant crise sanitaire (32% du PIB entre 2015-2019). La part publique est majoritaire à 79% environ. Le risque d'insolvabilité externe du pays est faible, notamment grâce à d'importantes réserves en devises (environ 71 Md d'USD en 2023, soit environ 28% du PIB du pays). Elles couvrent ainsi 68% du total de la dette externe du pays (publique et privée) de 2023.

- Une monnaie plutôt résiliente face au dollar

Après la forte dépréciation de la monnaie péruvienne en 2021 dans un contexte d'incertitude politique ayant



entraîné des sorties de capitaux<sup>4</sup>, **la monnaie a eu tendance à se redresser en 2022**, favorisée par les prix soutenus des métaux, ainsi que la hausse régulière du taux directeur de la banque centrale. Malgré l'impact de la destitution du président Castillo en décembre 2022, le sol péruvien s'est redressé en 2023 et est resté jusqu'à juin 2024 aux niveaux d'avant pandémie (Cf. graphique).



**Des pressions baissières sur la monnaie ne sont cependant pas à écarter**, 3 nouvelles baisses du taux directeur de la banque centrale péruvienne étant prévues cette année quand la FED ne devrait pas baisser plus d'une fois son taux.

**La banque centrale dispose toutefois de réserves en devises considérables qui placent le Pérou en position favorable pour résister aux chocs externes et intervenir sur le marché du change si besoin.**

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **L'incertitude politique freine le rythme des réformes**

**La situation politique au Pérou a été marquée par le manque de consensus entre l'exécutif et le parlement péruvien, ce qui a conduit à la destitution ou à la démission de 6 présidents entre 2018 et 2022.**

**L'actuelle présidente, Dina Boluarte** a ainsi succédé à l'ancien président Petro Castillo (élu en 2021), mais destitué de son poste en décembre 2022 à la suite d'allégations de corruption.

**Des importantes manifestations au Pérou pour demander des nouvelles élections ont eu lieu sur la première partie de l'année 2023** mais le Congrès est resté peu enclin à répondre à la demande d'une partie de la population. **Un consensus semble en effet avoir été trouvé entre le législatif et l'exécutif afin que le gouvernement puisse remplir son mandat jusqu'aux prochaines élections de 2026.** Si la réforme constitutionnelle visant à revenir au bicamérisme et à permettre la réélection des membres du Congrès a été approuvée, **des réformes nécessaires pour relever la croissance potentielle du pays** (via notamment l'amélioration du cadre juridique et réglementaire nécessaire pour favoriser l'investissement, le

développement d'infrastructures, etc.) **peinent à se faire approuver face à un Congrès très fragmenté.**

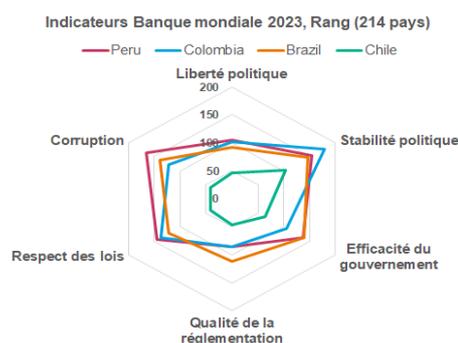
Sur le plan social, **la crise sanitaire a fait progresser le niveau de pauvreté** (29% de la population en 2023<sup>5</sup>). De nouvelles manifestations ne sont donc pas à écarter.

- **Les troubles sociaux fréquents pénalisent le climat des affaires**

Le climat des affaires bénéficie d'un environnement macroéconomique plutôt stable et un commerce sécurisé par de multiples accords de libre-échange. **L'insuffisance d'infrastructures, un cadre juridique et réglementaire parfois défaillant pénalise en revanche les décisions d'investissement.**

**Les troubles sociaux restent par ailleurs fréquents**, notamment autour des grandes mines du pays. La population locale, dont les terres ont parfois été expropriées avec une promesse de meilleures conditions de vie, ne semble pas profiter de la richesse créée par l'activité minière dans ce pays.

En matière de gouvernance, le pays est notamment moins bien classé que ses voisins (Colombie, Chili ou Brésil) en matière de perception de la corruption.



**Note de lecture :** plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement

## 5. POLITIQUE CLIMAT

**Le Pérou est un pays riche en biodiversité grâce à ses écosystèmes côtiers marins, les hautes terres andines et l'Amazonie.** Cette richesse est cependant menacée par le réchauffement climatique qui pourrait par ailleurs affecter les moyens de subsistance de la population rurale autochtone, dont la sécurité alimentaire dépend des conditions climatiques.

**Le Pérou est signataire des Accords de Paris et prévoit de réduire de 30% ses émissions de GES à l'horizon 2030** (par rapport à un scénario tendanciel où les émissions devraient s'élever à 298,3 MtCO<sub>2</sub>éq.), dont 10% sous réserve d'un financement international. En 2018, selon un rapport du ministère des mines et de l'énergie, près de 73% de l'énergie primaire produite dans le pays provenait des sources non renouvelables. Afin de réduire cette part, **le Pérou compte augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique du**

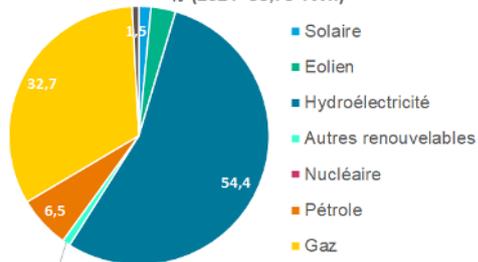
<sup>4</sup> Selon la banque centrale, les sorties de capitaux en 2021 s'élèvent à 7,4% du PIB du pays, soit un maximum historique.

<sup>5</sup> [Source: INEI](#)



**pays et prévoit une hausse de 80% de l'utilisation de l'énergie renouvelable à l'horizon 2050.** A noter par ailleurs que près de 60% de la production électrique du pays est en provenance des sources renouvelables (Cf. graphique ci-dessous).

Pérou : production d'électricité par sources, en % (2021=58,73 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (SRW, 2022); Global and European Electricity Review (Ember, 2022)



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.